

**Convention collective de travail du 11 mars 2014, conclue au sein de la
Commission paritaire de l'industrie verrière, portant dispositions diverses**

TITRE I – CHAMP D'APPLICATION

Article 1.

La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux ouvriers des entreprises ressortissant à la Commission paritaire de l'industrie verrière.

Par « ouvriers » on entend les ouvriers et les ouvrières.

TITRE II – DEFENSE DES INTERETS DE L'INDUSTRIE VERRIERE BELGE

Article 2.

Les parties signataires et leurs membres reconnaissent que le secteur est confronté à une crise particulièrement sévère et qu'aucune amélioration réelle n'est prévue pendant les exercices 2013-2014.

Les mises à l'arrêt de four, les pertes d'emploi, les diminutions d'activité touchent les travailleurs en Belgique et les entreprises verrières belges voient leur rentabilité diminuer chaque année. Les nouveaux investissements se réalisent en dehors de l'espace de la zone euro parce que les décisions politiques prises au niveau européen pénalisent directement nos entreprises verrières.

Dès lors, les parties signataires et leurs membres entendent défendre les intérêts du secteur de manière commune, là où cela est possible, vis-à-vis des différentes instances publiques de décision.

A cet effet, le dialogue entre les porte-paroles de représentant des organisations syndicales et de la Fédération de l'Industrie du Verre, sera renforcé pour mener éventuellement des actions de sensibilisations et/ou de lobbying par rapport aux différentes instances de décisions.

Les buts de ces futures actions sont de maintenir une activité importante de production verrière en Belgique et de consolider l'emploi dans le secteur de l'industrie du verre belge.

Les futures actions ne toucheront pas uniquement les problèmes dans les matières sociales, mais aussi environnementales, énergétiques, fiscales, économiques, juridiques et techniques

TITRE III – DISPOSITIONS DIVERSES

CHAPITRE I – GROUPE DE TRAVAIL SUR UN SYSTEME SECTORIEL DE PENSION COMPLEMENTAIRE

Article 3.

Dans le but de faciliter l'implémentation d'une assurance-groupe pour les ouvriers du secteur, qui s'inscrit dans une approche globale de rapprochement des statuts employés-ouvriers, un groupe de travail paritaire se réunira en 2014, selon un calendrier à fixer de commun accord. Aucune obligation de résultat n'est liée aux travaux de ce groupe de travail qui déposera ses éventuelles conclusions avant l'entame des négociations sectorielles 2015-2016.

Le groupe de travail sera constitué d'au minimum trois représentants syndicaux et trois représentants patronaux. Il pourra faire appel à des experts externes. Les éventuels frais liés à des études seront à charge du Fonds de sécurité d'existence pour l'industrie du verre.

CHAPITRE II – GROUPE DE TRAVAIL SUR UN SYSTEME DE SECURITE D'EXISTENCE EN CAS DE MALADIE DE LONGUE DUREE

Article 4.

Un groupe de travail paritaire relatif à l'éventuelle instauration d'un système solidarisé de sécurité d'existence en cas de maladie de longue durée se réunira en 2014, selon un calendrier à fixer de commun accord. Aucune obligation de résultat n'est liée aux travaux de ce groupe de travail qui déposera ses éventuelles conclusions avant l'entame des négociations sectorielles 2015-2016.

Le groupe de travail sera constitué d'au minimum trois représentants syndicaux et trois représentants patronaux. Il pourra faire appel à des experts externes. Les éventuels frais liés à des études seront à charge du Fonds de sécurité d'existence pour l'industrie du verre.

CHAPITRE III – GROUPE DE TRAVAIL SUR LE TOILETAGE DES TEXTES DES CCT SECTORIELLES

Article 5.

Partant du constat que certains articles de conventions collectives de travail sectorielles posent des problèmes d'interprétation et d'application concrète, un groupe de travail composé de négociateurs sectoriels du secteur se penchera sur les textes de toutes les conventions collectives de travail sectorielles.

Le groupe de travail sera constitué d'au minimum trois représentants syndicaux et trois représentants patronaux. Les travaux se dérouleront dans le courant de l'année 2014 et les conclusions sont attendues pour le 25 décembre 2014 au plus tard.

Une fois ce travail réalisé, ce même groupe de travail se penchera sur la possibilité d'une publication d'un recueil de toutes les conventions collectives de travail sectorielles en vigueur à charge du Fonds de sécurité d'existence pour l'industrie du verre. Il définira entre autres le mode de communication et les quantités disponibles pour chaque partie concernée.

CHAPITRE IV – PLAN POUR L'EMPLOI DES TRAVAILLEURS AGES

Article 6.

En vue notamment d'aider les petites entreprises du secteur, les parties signataires de la présente convention collective de travail se réuniront une fois par an, à partir de 2014, pour dégager les bonnes pratiques en matière de plans pour l'emploi des travailleurs âgés tels que définis par la convention collective de travail n° 104 du 27 juin 2012.

CHAPITRE V – CAMPAGNE « VÊTEMENTS PROPRES AU TRAVAIL »

Article 7.

Les vêtements propres sont des vêtements fabriqués dans de bonnes conditions de travail. L'Organisation Internationale du Travail (OIT) a fixé une série de normes et de conventions qui doivent être respectées partout et à tout moment. Les vêtements propres sont des vêtements qui sont fabriqués dans le respect de ces normes fondamentales de travail édictées par l'OIT. Il s'agit plus particulièrement des conventions de l'OIT n°1, 26, 29, 87, 98, 100, 105, 111, 122, 131, 138, 155 et 182.

Dans le cadre de cette campagne pour des « vêtements propres », les employeurs s'engagent à ne plus mettre à disposition des ouvriers que des vêtements de travail qui ont été confectionnés dans des conditions de travail correctes.

CHAPITRE VI – ACCORD SOCIAL EUROPEEN SUR LA SILICE CRISTALLINE

Article 8.

Le 25 avril 2006 est signé un accord sur la protection de la santé des travailleurs par l'observation de bonnes pratiques dans le cadre de la manipulation et de l'utilisation de la silice cristalline et des produits qui en contiennent, qui est entré en vigueur le 25 octobre 2006.

Les employeurs et les ouvriers s'engagent à respecter le 'Guide de bonnes pratiques sur la protection de la santé des travailleurs dans le cadre de la manipulation et de l'utilisation de la

silice cristalline et des produits qui en contiennent' tel que publié le 25 octobre 2006 et disponible sur le site internet de NEPSI (www.nepsi.eu).

TITRE IV – CONCERTATION SOCIALE

Article 9.

En cas de conflits sociaux, les employeurs, les organisations syndicales et les ouvriers confirment leur ferme intention de suivre les procédures conventionnelles de médiation appropriées, y compris le recours au Président de la Commission paritaire en sa qualité de conciliateur social.

TITRE V – VALIDITE

Article 10.

La présente convention collective de travail est conclue pour une durée indéterminée. Elle produit ses effets à partir du 1^{er} janvier 2014.

Elle peut être dénoncée par une des parties moyennant un préavis de trois mois signifié par lettre recommandée à la poste adressée au président de la Commission paritaire de l'industrie verrière et aux organisations représentées au sein de celle-ci.

Toutefois les articles 3, 4 et 5 de la présente convention collective de travail cessent de produire leurs effets le 31 décembre 2014.

Article 11.

La présente convention collective de travail sera déposée au Greffe de la Direction Générale Relations Collectives de Travail du Service Public Fédéral Emploi, Travail et Concertation Sociale et la force obligatoire par arrêté royal sera demandée.

ooOoo

Collectieve arbeidsovereenkomst van 11 maart 2014, gesloten in de schoot van het Paritair Comité voor het Glasbedrijf, houdende diverse bepalingen

TITEL I – TOEPASSINGSGEBIED

Artikel 1.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en arbeiders van de ondernemingen die ressorteren onder het Paritair Comité voor het Glasbedrijf.

Onder « arbeiders » verstaat men zowel arbeiders als arbeidsters.

TITEL II – BELANGVERDEDIGING VAN DE BELGISCHE GLASINDUSTRIE

Artikel 2.

De ondertekenende partijen en hun leden erkennen dat de sector geconfronteerd is met een bijzonder ernstige crisis en dat er geen echte verbetering wordt verwacht voor de jaren 2013-2014.

De shutdowns van de ovens, het banenverlies, de verminderde activiteiten treffen de werknemers in België en de Belgische glasbedrijven zien elk jaar hun winst afnemen. De nieuwe investeringen worden gerealiseerd buiten de eurozone, omdat de politieke beslissingen die op Europees niveau worden genomen, rechtstreeks onze glasbedrijven penaliseren.

Daarom willen de ondertekenende partijen en hun leden de belangen van de sector gemeenschappelijk verdedigen, daar waar mogelijk, ten opzichte van diverse openbare besluitvorminginstanties.

Daartoe zal de dialoog tussen de woordvoerders van de vakbonden en het Verbond van de Glasindustrie versterkt worden om uiteindelijk te leiden tot sensibiliserings- en / of lobbying acties ten opzichte van de diverse besluitvormingsorganen.

De doelstellingen van deze toekomstige acties bestaan erin om een belangrijke activiteit van de glasproductie in België te behouden en de werkgelegenheid in de sector van de Belgische glasindustrie te versterken.

De toekomstige acties zullen niet alleen de problemen op sociaal niveau behandelen, maar ook op milieu-, energie-, fiscaal, economisch, juridisch en technisch gebied.

TITEL III – DIVERSE MAATREGELEN

HOOFDSTUK I – WERKGROEP MET BETREKKING TOT EEN SECTORAAL SYSTEEM VAN AANVULLEND PENSIOEN

Artikel 3.

Met het oog op het vergemakkelijken van de implementatie van een groepsverzekering voor de arbeiders in de sector, dat deel uitmaakt van een globale aanpak van de toenadering van de statuten arbeiders-bedienden, zal een paritaire werkgroep vergaderen in 2014, volgens een kalender vastgelegd in onderling overleg. Er is geen enkele verplichting van resultaat gekoppeld aan de werkzaamheden van deze werkgroep die haar mogelijke conclusies zal neerleggen voor de start van de sectorale onderhandelingen 2015-2016.

De werkgroep zal bestaan uit ten minste drie vertegenwoordigers van de vakbonden en drie vertegenwoordigers van de werkgever. Deze werkgroep kan een beroep doen op externe deskundigen. De eventuele kosten verbonden aan studies zullen ten laste zijn van het Fonds van Bestaanszekerheid voor de glasindustrie.

HOOFDSTUK II – WERKGROEP MET BETREKKING TOT EEN SYSTEEM VAN BESTAANSZEKERHEID BIJ LANGDURIGE ZIEKTE

Artikel 4.

Een paritaire werkgroep met betrekking tot de mogelijke invoering van een gesolidariseerd systeem van bestaanszekerheid bij langdurige ziekte, zal in 2014 vergaderen volgens een kalender vastgelegd in onderling overleg. Er is geen enkele verplichting van resultaat gekoppeld aan de werkzaamheden van deze werkgroep die de mogelijke conclusies zal neerleggen voor de start van de sectorale onderhandelingen 2015-2016.

De werkgroep zal bestaan uit ten minste drie vertegenwoordigers van de vakbonden en drie vertegenwoordigers van de werkgever. Deze werkgroep kan een beroep doen op externe deskundigen. De eventuele kosten verbonden aan studies zullen ten laste zijn van het Fonds van Bestaanszekerheid voor de glasindustrie.

HOOFDSTUK III – WERKGROEP OVER DE AANPASSING VAN DE TEKSTEN VAN DE SECTORALE CAO'S

Artikel 5.

Uitgaande van de vaststelling dat bepaalde artikels van de sectorale collectieve arbeidsovereenkomsten interpretatie- en concrete toepassingsproblemen met zich meebrengen, zal een werkgroep samengesteld uit de sectorale onderhandelaars van de sector zich buigen over de teksten van alle sectorale collectieve arbeidsovereenkomsten.

De werkgroep zal bestaan uit ten minste drie vertegenwoordigers van de vakbonden en drie vertegenwoordigers van de werkgever. De werkzaamheden zullen plaatsvinden in de loop van 2014 en de resultaten worden verwacht tegen ten laatste 25 december 2014.

Zodra dit werk is gerealiseerd, zal dezelfde werkgroep zich buigen over de mogelijkheid van een publicatie van een bundel van alle van kracht zijnde sectorale collectieve arbeidsovereenkomsten en dat ten laste van het Fonds van bestaanszekerheid van de glasindustrie. Deze werkgroep zal o.a. de wijze van communicatie bepalen en de beschikbare hoeveelheden voor elke betrokken partij.

HOOFDSTUK IV – PLAN VOOR DE TEWERKSTELLING VAN OUDERE WERKNEMERS

Artikel 6.

Met name om kleine bedrijven van de sector te helpen, zullen de ondertekenende partijen van de huidige collectieve arbeidsovereenkomst eenmaal per jaar vergaderen, vanaf 2014 om de beste praktijken te identificeren op het gebied van tewerkstellingsplannen voor oudere werknemers zoals omschreven in de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 104 van 27 juni 2012.

HOOFDSTUK V – CAMPAGNE « SCHONE KLEREN OP HET WERK »

Artikel 7.

Schone kleren zijn kleren vervaardigd in goede werkomstandigheden. De Internationale Arbeidsorganisatie (IAO) heeft een reeks normen en overeenkomsten bepaald die overal en op elk ogenblik moeten gerespecteerd worden. Schone kleren zijn kleren die vervaardigd werden met respect voor de fundamentele arbeidsnormen voorgeschreven door de IAO. Het betreft in het bijzonder de overeenkomsten van de IAO nr. 1, 26, 29, 87, 98, 100, 105, 111, 122, 131, 138, 155 en 182.

In het kader van deze "schone kleren" campagne, engageren de werkgevers zich om aan de arbeider enkel schone kleren ter beschikking te stellen die in correcte arbeidsomstandigheden werden vervaardigd.

HOOFDSTUK II – SOCIAAL EUROPEES AKKOORD OVER KRISTALLIJN SILICA

Artikel 8.

Op 25 april 2006 werd er een akkoord ondertekend voor de bescherming van de gezondheid van werknemers door de naleving van goede praktijken in het kader van de behandeling van kristallijn silica en producten die deze stof bevatten, dat van kracht is geworden op 25 oktober 2006.

De werkgevers en de arbeiders engageren zich om de "Gids goede praktijken voor de bescherming van de gezondheid van de werkgevers in het kader van de behandeling van kristallijn silica en de producten die deze stof bevatten" te respecteren zoals gepubliceerd op 25 oktober 2006 en beschikbaar op de website van NEPSI (www.nepsi.eu).

TITEL IV – SOCIAAL OVERLEG

Artikel 9.

In geval van sociale conflicten, bevestigen de werkgevers, de vakbonden en de arbeiders hun vaste intentie om de aangepaste conventionele bemiddelingsprocedures te volgen, met inbegrip van het beroep doen op de Voorzitter van het Paritair Comité in zijn hoedanigheid van sociaal bemiddelaar.

TITEL V – GELDIGHEID

Artikel 10.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt gesloten voor een onbepaalde duur. Zij wordt van kracht op 1 januari 2014.

Zij mag worden opgezegd door één van de partijen met inachtneming van een opzeggingstermijn van drie maanden, betekend bij een ter post aangetekende brief, gericht aan de voorzitter van het Paritair Comité voor het Glasbedrijf et tot de erin vertegenwoordigde organisaties.

Op 31 december 2014 houden de artikelen 3, 4 en 5 van de huidige collectieve arbeidsovereenkomst op te bestaan.

Artikel 11.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst zal worden neergelegd ter Griffie van de Algemene Directie Collectieve Arbeidsbetrekkingen van de Federale Overheidsdienst Arbeid, Tewerkstelling en Sociaal Overleg en een aanvraag tot algemene verbindend verklaring bij koninklijk besluit zal worden gevraagd.

ooOoo